

DEBATS OU LECTURE DE VACANCES : LES PLP ONT-ILS UN AVENIR ?

François Hollande, alors qu'il n'était que candidat à l'élection présidentielle, avait dit sa volonté de donner la priorité de sa politique à l'Education. L'embauche de « 60.000 postes » dans l'Education Nationale était sa promesse phare. Interrogé par **le SNETAA, premier syndicat de l'enseignement professionnel**, il avait tenu à nous répondre spécifiquement et de façon détaillée (cf notre site www.snetaa.org).

PREMIER SYMBOLE FORT DU NOUVEAU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : SON HOMMAGE A JULES FERRY.

Dès son investiture en tant que Président de la République, François Hollande a tenu à montrer toute l'importance de la place de l'Education dans sa politique pour les cinq années à venir. Devant la statue de Jules Ferry, il a rendu un vibrant hommage au père de « l'instruction publique » et de « la laïcité française » en premier lieu et au « monde de l'Education » ensuite. Pour ce faire, il avait invité de très nombreuses organisations syndicales – tous les syndicats de la FSU étaient présents – en oubliant le SNETAA, premier syndicat de l'enseignement professionnel depuis 1948 (Pierre Mauroy, 1er Premier Ministre de François Mitterrand ayant été Secrétaire Général de notre syndicat). Nous nous sommes émus de cet « oubli » auprès de l'Elysée qui a eu la « gentillesse » de nous renvoyer « auprès du Ministre de l'Education Nationale ». Comment se peut-il qu'un candidat (ou son équipe) ayant pris le temps de répondre si longuement au Snetaa, par courrier, entre les deux tours de l'élection présidentielle, a pu obérer le premier syndicat des Professeurs qui ont peut-être la tâche la plus noble et la plus rude de l'Education Nationale : les PLP ? Quels ont été les « donneurs d'ordre » ? Pour quelle(s) influence(s) politique(s) ? La question pourrait paraître abrupte pour certains ou issue d'une paranoïa d'une organisation syndicale... D'autres déjà la trouvent grossière. Evidemment ! Sauf qu'elle est factuelle et, au moment où le Président de la République marque sa volonté politique par des symboles forts, nous ne pouvons donner que du sens à tous les symboles comme nous en avons donné un tout aussi fort quand François Hollande avait répondu à notre « questionnaire aux candidats à l'élection Présidentielle ».

LE GOUVERNEMENT DE JEAN-MARC AYRAULT EN ACTION POUR UNE EDUCATION NATIONALE EN SOUFFRANCE

Depuis plus d'une décennie, l'Education Nationale a subi des offenses toujours plus grandes et des coupes sombres dans ses effectifs. Remis en cause quotidiennement, les enseignants se sont retrouvés, sous pression, méprisés dans leurs missions, mal payés (les plus mal payés des pays de l'OCDE) souvent maltraités par une Gestion des Ressources Humaines aux ordres « *de notre véritable adversaire* » : la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques dont l'aspect le plus emblématique est le non remplacement systématique d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite). Il fallait donner des premiers emplâtres au socle de notre République qu'est l'Education Nationale. Le « **plan d'urgence** » pour la rentrée a été élaboré en trois volets : **affectation de 1000 postes en plus dans le primaire, rétablissement des Rased et recrutement de personnels éducatifs supplémentaires**. On notera aussi des « **mesures d'urgence pour compléter la formation pratique des professeurs néo-titulaires** » (3h de décharge aux nouveaux stagiaires) mais aussi l'**abrogation de la loi Cherpion** (instaurant une nouvelle forme d'apprentissage junior dès le collège et sans entreprise ; loi que le **SNETAA-Fo** avec le **SN-FO-LC** avaient combattue avec une détermination sans faillir), l'**abrogation du décret sur l'évaluation des personnels enseignants** (notation et carrière au mérite illusoire), **note complémentaire d'aménagement de la circulaire de rentrée, pré-recrutements d'enseignants (6.000), « Grande Concertation sur l'Education »** avant une loi prévue pour cet automne.

LA CONCERTATION D'ETE : OUVERTURE VERS UN AVENIR MEILLEUR OU COMMISSION THEODULE ?

Alors que beaucoup de collègues commencent à profiter de vacances bien méritées, alors que d'autres se battent toujours, avec l'appui sans relâche du **SNETAA**, pour obtenir une affectation juste (stagiaires et recours d'affectation de certains Titulaires), alors que d'autres ont les tripes serrées à se demander s'ils auront encore un emploi à la rentrée (professeurs et CPE contractuel-le-s), la « Grande Concertation sur l'Education » a débuté. Initiée par le Premier Ministre et le Ministre de l'Education Nationale, elle répond à la feuille de route donnée par le Président de la République : l'Education serait « la priorité des priorités » de notre pays. Cette concertation devra faire des propositions au gouvernement qui a décidé de programmer « une grande loi d'orientation et de programmation » prévue pour l'automne. Le gouvernement restera certainement « libre » des propositions faites par les rapporteurs de cette concertation.

LE WHO'S WHO DE L'EDUCATION ?

400 « personnalités » dénommées déjà « experts » participent à la concertation préparatoire à la loi d'orientation et de programmation promise par le gouvernement. Parents d'élèves, syndicats enseignants, associations, élus, collectivités locales, représentants des ministères, les participants semblent issus d'un horizon « pour l'école » le plus large

possible. Les Grands Commis de l'Education que connaît notre pays y sont. Bien sûr ! Il y a ceux qui en sont et il y a ceux qui n'en sont pas !...mais, rassurons tous les collègues, si vous n'en êtes pas, rien de grave, ce *who's who* semble un peu daté. Quand il n'y a pas de surprise, on peut se permettre un léger sourire, oui. Comment « refonder », « repenser » l'Ecole avec celles et ceux qui l'ont amenée dans l'état où elle se trouve ? Nous voyons ressurgir les mêmes mentors, les mêmes Commis qui, en bons commis, servent tous les gouvernements quelle que soit la couleur politique ; celles et ceux qui se déclarent « experts » ; celles et ceux sorti-e-s d'on ne sait plus quelle aire... Vous me direz : ce sont dans les vieux pots qu'on fait la meilleure cuisine, c'est vrai. Même si le *vintage* a le vent en poupe en cette période de recyclage, il est toujours difficile de faire du neuf avec du vieux !

DES SURPRISES EN PERSPECTIVE ?

D'aucun pourrait penser que nous sommes déjà de « mauvais coucheurs », des « oiseaux de mauvais augures », des « pessimistes » voire des « nihilistes ». Que nenni !

Vouloir donner un sens à un monde éducatif en souffrance, utiliser tous les symboles pour donner corps à ses engagements de campagne, consulter tous les acteurs, toute la nation, renouer et renouveler le dialogue social, nous ne pouvons que nous en satisfaire. Nous ne ferons partie ni de ceux qui s'enchantent au moindre vent tiède ni de ceux qui – de toutes les façons et quoi qu'on dise ou fasse – ne sauront jamais reconnaître des changements positifs. Nous ne changeons pas ! Nous avons une vision claire pour un enseignement professionnel de qualité avec des personnels, formés, reconnus, mieux payés et respectés. Cette vision, notre syndicalisme fidèle à la Charte d'Amiens, indépendant de tous les partis politiques, laïque, revendique pour l'Enseignement Professionnel Public et Laïque, pour les Professeurs de Lycée Professionnel, pour « instruire et éduquer » des jeunes de notre pays et faire d'eux des « travailleurs et des citoyens ». Ce n'est pas rien. Si une chose est immuable, ce sont bien nos valeurs qui sont notre force. Force à ce point gênante que, de tout temps, depuis 1948, « adversaires et amis » cherchent à faire, au mieux changer le **SNETAA**, au pire le détruire. Poil à gratter de l'Education, on peut se le dire : il n'est pas prêt d'en changer et nos « amis et adversaires » ne sont pas prêts de réussir ! Pourquoi ? Parce que nos mandats, notre syndicalisme, nos actions sont JUSTES ! Le Snetaa-FO, c'est le syndicalisme JUSTE !

Les journalistes les plus indépendants – c'est-à-dire ceux qui font du journalisme – promettent peu de surprises par rapport à tout ce qui a déjà été annoncé. D'une refondation, il n'y aurait ni révolution ni rupture. La concertation permettrait de dire : « vous y étiez, vous vous êtes exprimés, vous validez les conclusions » comme « vous n'y étiez pas alors que vous pouviez y être : vous n'avez pas à critiquer ! ». Peut-être ?! Nous verrons. Reconnaissons tout de même que depuis l'arrivée de ce gouvernement, des textes clés ont été abrogés, des perspectives et des signes forts ont été donnés au monde de l'Education. Bien sûr, l'Ecole est dans une telle souffrance, de toute part, qu'on a du mal à attendre, à se contenter. On peut penser que les réponses ne sont pas à la hauteur des attentes et des objectifs. Toutefois, sans ces premières décisions, nous n'aurions même pas eu ce souffle de soulagement. Ne l'oublions pas non-plus ! Et c'est parce que nous sommes totalement indépendants que nous pouvons le dire ainsi. Nous n'avons pas besoin de cache-sexe, « d'être d'accord mais de paraître

revendicatifs », « d'être d'accord mais d'annoncer déjà une grève à la rentrée scolaire ». Ne nous leurrions pas, ne nous laissons pas bernier par quelques organisations qui sont aux manettes et qui vont profiter de leur in-indépendance pour souffler des vents pires sur notre Ecole. Des vents pires, oui.

LE PARCOURS DU CAP AU BTS

Le **SNETAA** a fait en sorte de donner des perspectives à l'Enseignement Professionnel Public et Laïque, aux jeunes de notre pays et aux Professeurs de Lycée Professionnel. Rien que cette phrase provoque tous les noms d'oiseaux chez nos « adversaires et amis ». Et pourtant... Déjà en 2000, alors que nous avons fait les « 18 h pour tous les PLP », tout le monde nous le reprochait quand, quelques années plus tard, toutes les organisations syndicales s'appuyaient sur le « meilleur statut de toute la fonction publique d'Etat, celui des PLP » ! Eh oui, faut-il rappeler que c'est le seul statut de catégorie A de toute la fonction publique sans obligation d'un titre universitaire de niveau Bac+3 ??? C'est, bien mieux que celui des collègues certifiés ou agrégés, le seul où tout est prévu et où est noté « aucune annualisation, aucune globalisation, un horaire hebdomadaire »... Pourtant, qui disait que le Snetaa avait « vendu les PLP, l'annualisation, la globalisation » ? Tous. Mais c'est que le Snetaa gênait encore : indépendant, il revendique, combat pour engranger pour les salariés de l'Enseignement Professionnel : les PLP. Quand d'autres n'engrangent rien. Rien depuis 1950. Rien pour ses mandants. Rien pour les jeunes si ce n'est une dégradation réelle de l'ascenseur social que représente l'Ecole.

En 2009, le CAP n'existait quasiment plus (en masse et en perspective); le bac pro était en panne ne permettant pas à 50% des élèves détenteurs du BEP de pouvoir poursuivre leurs études; le BEP était devenu propédeutique et n'était toujours pas reconnu par les conventions collectives; les Régions voulaient faire un « tout » (apprentissage et initial); aucune perspective d'études supérieures (si ce n'est l'échec de nos bacheliers pro en universités); etc.

Le **SNETAA** revendiquait **quatre éléments non négociables : donner une chance par un diplôme à tous les jeunes qui sont en grande difficulté; augmenter le niveau de qualification des jeunes; ouvrir la voie de l'enseignement supérieur et engranger des améliorations pour les PLP.**

Que n'avons-nous pas entendu ? Que n'avez-vous pas entendu ???... Il semble que le **SNETAA** n'avait jamais connu d'attaques aussi violentes. Comme en 2000, on nous assignait à baisser la tête ! C'est mal connaître le **SNETAA**. Sa force est sa force militante, ses valeurs et son histoire. Ceci est inaliénable.

A la différence de beaucoup d'autres organisations « amies et adversaires », nous ne considérons pas les professeurs pour des « imbéciles utiles ». Ce sont des professeurs qui savent mettre de la distance avec les choses, avec leur métier. Ils souffrent et nous sommes là, à leur côté, quotidiennement, pour les défendre; ils savent aussi que s'ils perdent leur libre-arbitre, la possibilité de mettre leur métier en perspective, il ne leur reste plus rien. Vous l'avez compris et vous ne vous êtes pas fait avoir : vous avez confirmé le **SNETAA comme Premier Syndicat de l'Enseignement Professionnel** ! Si dire cela, c'est, pour beaucoup, grossier, nous allons nous abandonner maintenant à la vulgarité...

QUELQUES VULGARITES

Prévert aimait à dire qu'il aimait « sa main gauche » car « gauche, être gauche, c'est être maladroit, malhabile; c'est pas être ordonné. C'est être humble ». Sans avoir le talent du poète, nous allons nous en inspirer pour dresser un « inventaire » de quelques vulgarités:

Ce que le SNETAA a obtenu :

Ouverture de plus de 50.000 places de CAP. Maintien du diplôme BEP. Diplôme intermédiaire pour réduire les sorties sans qualif. Grilles Bac Pro discutées. Ouvertures de BTS en LP. Ouvertures de classes prépa-post-bac pro. Décret modification du statut des PLP qui ouvre sur l'enseignement supérieur. ISOE part modulable au prix maximum, +500€. CCF rémunéré. Copie de bac à 5€/la copie.

Dire cela, c'est vulgaire paraît-il. Alors comme le poète, acceptons cette vulgarité.

NI ANGELISME NI SATISFECIT

Pourtant nous n'idéalisons ABSOLUMENT pas la situation. Elle est catastrophique car le gouvernement précédent n'a pas donné les moyens pour réaliser l'objectif. De passages en force, il a tenté, à tous les niveaux (dans les rectorats, dans les établissements) à ne pas vouloir appliquer les décrets, les décisions nationales. Il a même oscillé en retournant ses positions: à l'écoute des organisations syndicales « adversaires et amies », il a compris que cette réforme, si elle venait à être menée à son terme, allait coûter très très chère. Nous le savions au **SNETAA** et nous savions que ce coût était celui d'une chance énorme pour les jeunes de nos pays. Enfin, les plus en difficulté pouvaient imaginer une perspective d'un diplôme reconnu par les conventions collectives (le CAP), les autres une possibilité - la première souvent dans de nombreuses familles issues de milieu populaire - d'avoir un enfant bachelier. D'autres encore pouvaient envisager des études supérieures sans tomber dans l'échec inévitable à l'Université. De tout cela, le précédent gouvernement s'en est vite essuyé les pieds; il a donné instruction pour tout démonter, pour ne pas donner les moyens prévus, et faire appliquer aveuglément la RGPP (le un sur deux non remplacé) aux Lycées Professionnels. Les PLP ont été déboussolés, fatigués par une réforme à appliquer à la va-vite, sans consignes, livrés à eux-mêmes, méprisés et écrasés par des CCF interminables, toujours plus nombreux.

Est-ce vulgaire que de dire que le gouvernement précédent était bien proche des organisations syndicales qui s'époumonaient par des mots d'oiseaux ? Gouvernement Fillon et organisations syndicales de la Voie Pro, même combat ?

Oui, c'est vulgaire.

DERNIERE VULGARITE

Pour poursuivre dans le sens de ce qui s'est fait, de ce qui se dit « pendant la grande concertation », de mettre tout ceci en perspective, prenons quelques instants pour nous arrêter, par exemple, sur la contribution d'une organisation syndicale pour la concertation sur l'Ecole :

« AUGMENTER LE NIVEAU DE QUALIFICATION DE TOUS LES JEUNES

Permettre à tous les élèves qui le désirent, et qui ont acquis un diplôme de niveau V (BEP ou CAP), de poursuivre leurs études notamment en Bac Pro. Dans le cadre de la restauration d'une étape de formation spécifique au niveau V, et d'une scolarité rendue obligatoire jusqu'à 18 ans, il faut naturellement permettre à tous les élèves qui auraient obtenu un BEP ou un CAP de poursuivre leurs études, tant vers un BAC Pro que vers d'autres types de filière, notamment la filière technologique. La nature de cette poursuite ne doit pas être automatiquement liée à la nature et à la spécialité du diplôme de niveau V obtenu, les élèves pouvant utiliser ce palier pour affiner leur orientation vers la voie ou la spécialité qui leur convient le mieux, des modules d'adaptation étant alors à mettre en place.

Améliorer les poursuites d'études dans le supérieur en y développant notamment le nombre de BTS et de licences professionnelles.

Développer de véritables passerelles permettant aux jeunes de changer de projet professionnel au cours de leurs études : Avec la réforme de la voie professionnelle, les élèves s'enferment dans un parcours et une spécialité, dès la sortie de 3ème jusqu'à l'obtention du BAC Pro. Il n'est actuellement plus possible d'entamer le parcours au lycée par une formation BEP pour rebondir ensuite sur un BAC Technologique. De même, on ne peut plus, par exemple, commencer sa formation professionnelle dans le domaine de la vente pour la poursuivre ensuite en comptabilité. Il faut donc, à tous les niveaux du parcours conduisant un élève de collège vers le BAC, lui permettre de réviser ses choix en restaurant de multiples classes passerelles constituant une réelle adaptabilité du système aux ambitions des jeunes. »

Il faut être bien assis pour lire cela ou être en vacances ! On aurait peine à y croire.

En effet, derrière les formules pompeuses, les choses sont clairement dites :

- revenir sur un système où les jeunes, après le CAP/BEP, retournent dans la voie technologique. La voie professionnelle est donc une voie de garage, d'échec puisque ce serait « mieux » de faire un bac techno.
- Poursuivre des études, notamment en BTS, mais surtout pas en Lycée Professionnel. Selon cette organisation, c'est à la voie technologique de dispenser cette formation ?
- Le jeune doit pouvoir « réviser » ses choix tout au long du parcours ? Ce qui signifie que l'Enseignement Professionnel doit rester une voie de relégation, la voie des « moins bons », « la voie de garage », « la voie de l'échec » ?

Tout ce que combat le SNETAA depuis 1948 ! Oui, depuis 1948 !

Quelle est cette organisation ?

On vous le donne en mille...

Le SNUEP-FSU; cette contribution du 16 juillet 2012 peut être lue entièrement sur le site ouvert par la fsu:
<http://www.desideespourleducation.net/>

Qu'on se le dise !

LE SNETAA ET SON COEUR D'ACTION

Et maintenant ?
Que va faire le **SNETAA-Fo** ?

Il va faire ce qu'il a toujours fait. Revendiquer, porter les mandats que ses adhérents se sont librement donnés, en toute indépendance, par eux et pour eux.

En cette période de crise économique sans précédent, crise de système, crise du capitalisme, nous allons nous engager partout à défendre nos collègues.

Celles et ceux qui, maltraités, méprisés, n'en peuvent plus d'être remis en cause. Ces PLP qui n'en peuvent plus de subir la pression des petits chefs, d'une gestion humaine qui ne l'est plus.

Nous allons assurer la solidarité à tous les collègues qui souffrent. Nous allons être encore plus présents, à leur écoute, à les défendre efficacement pour retrouver sens à leur métier.

Au moment où, tous, « on » nous fait comprendre que nous sommes responsables de la crise économique, que nous ne sommes pas assez performants, que nous devons faire des efforts car nous serions des privilégiés, que, déjà, *il va falloir se contenter de l'expression « priorité à l'Ecole » pour y croire*, le **SNETAA-Fo** va faire ce qu'il a toujours su faire avec efficacité, indépendance et laïcité : défendre coûte que coûte tous les PLP, tous les professeurs contractuel-le-s, tous les CPE. Dans les établissements, il va mener des actions spécifiques pour redonner espoir aux collègues et surtout les défendre EFFICACEMENT. Le **SNETAA**, c'est ça ! **Le SNETAA-Fo, C'EST MAINTENANT !**

Nous porterons nos mandats et nos analyses partout où on nous le demandera.

Nous défendrons les jeunes et leur avenir de citoyens et de travailleurs dans un pays qui se doit au redressement productif.

Nous défendrons l'Enseignement Professionnel Public et Laïc au sein de l'Ecole.

Nous défendrons les PLP et leur statut particulier de fonctionnaires d'Etat.

Nous serons là, présents, aux côtés de tous les collègues qui souffrent.

Cette solidarité ne se décrète pas par des mots. Elle s'assure par une organisation fidèle à son histoire, à ses valeurs, à ses hommes et à ses femmes qui combattent quotidiennement pour notre avenir.

LES PLP, ONT-ILS UN AVENIR ?

Ils ont le même avenir que le **SNETAA**. Leur avenir passe par le **SNETAA-Fo**.
C'est leur seule chance d'avenir.

Pour que vivent les PLP, venez participer à renforcer le SNETAA.

**Pour des PLP assurés. Pour des PLP respectés. Pour des PLP défendus.
Pour des PLP libres bien dans leur métier !**

Adhérents, vous pouvez réagir à cette note de vacances. Nous publierons quelques-uns de vos commentaires, remarques, analyses dans un prochain EP. Vous pouvez le faire en l'envoyant à snetaanat@aol.com ou par courrier à SNETAA 74 rue de la Fédération 75739 PARIS CEDEX 15.